

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy, le 20/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON)

Z.I des Béthunes, 15 rue de l'équerre
95310 Saint-Ouen-L'aumône

Références : UD95-2026-0031
Code AIOT : 0006506102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON) implanté Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 24/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON)
- Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SIKA AUTOMOTIVE est spécialisée dans la fabrication de résines à destination notamment des produits de construction et de l'industrie (automobile, panneaux photovoltaïques...).

Ses activités se répartissent sur 8 bâtiments accueillant des activités de production. Ces ateliers sont équipés d'étuves, de mélangeurs et de réacteurs où sont formulées des préparations de types résines époxy et polyuréthane. Des bâtiments sont réservés au stockage de matières premières et des produits finis.

La société exploite au sein de son établissement des installations classées au titre des rubriques 3410, 4110, 1450 et 2660. La société est de ce fait soumise aux dispositions de la directive relative aux émissions industrielles (IED) et de la directive SEVESO.

Thèmes de l'inspection :

- Suivi non-conformités Inspection Accidentologie SEVESO
- Suivi non-conformités Inspection Exercice inopiné POI
- Suivi non-conformités Inspection Plan de gestion des solvants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54,A	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou incidents_Observations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54,A	Sans objet
3	Réexamen IED	Code de l'environnement, article R515-71	Sans objet
4	Rapport de base	Code de l'environnement, article R515-30	Sans objet
5	Construction et aménagement	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 34-2-4	Sans objet
6	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4, 3.5	Sans objet
7	Mise en oeuvre du POI	Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 41	Sans objet
8	Premiers prélèvements dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V point i	Sans objet
9	Porter à connaissance	Code de l'environnement, article R181-46	Sans objet
10	Canalisation des émissions_Points de rejets	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.2	Sans objet
11	Emissions diffuses_Valeur limite	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4	Sans objet
12	Emissions canalisées_Respect des valeurs limites_Arrêté préfectoral 2006	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4	Sans objet
13	Emissions canalisées_Respect des valeurs limites_Arrêté ministériel 2024	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.1.1 et 5.1.2.1	Sans objet
14	Emissions canalisées_Justification non conformité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
15	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 10/04/2006, article	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(PGS)	21.6	
16	Plan de gestion de solvant_ Transmission	Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet
17	Plan de gestion de solvant_ Substitution de solvants	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.6	Sans objet
18	Plan de gestion de solvant_ COV annexe III et IV	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4	Sans objet
19	Cessation d'activité planches	Code de l'environnement, article R181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en oeuvre un grand nombre d'actions correctives qui permettent de lever la totalité des non-conformités relevées lors des inspections sur les thématiques suivantes : Accidentologie SEVESO, Exercice POI inopiné, Plan de Gestion de Solvant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54,A
Thème(s) : Risques accidentels, MMR : suivi des défaillances de MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques. <p><u>Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 - article 4</u></p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p> <p>-----</p> <p><u>Rapport d'inspection du 19/12/2023</u></p> <p>Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 54A de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer, à tout instant, le bon fonctionnement des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant avait indiqué que la seule MMR du site se situe au Bâtiment 6. Il s'agit d'une extraction d'air via une cheminée en toiture d'une hauteur de 10 mètres en remplacement d'une sortie en</p>

façade. La non-conformité portait donc sur le suivi du bon fonctionnement de cette extraction.

L'exploitant a transmis, en date du 18/12/2024, l'étude de dangers mise à jour. Une inspection en date du 17 juin 2025 a eu lieu sur cette thématique. Plus particulièrement, le point de contrôle n°8 portait sur la MMR extraction. L'inspection a rappelé que pour être prise en compte dans l'évaluation de la probabilité, la mesure de maîtrise des risques « Extraction » doit avoir un impact et être efficace sur la probabilité d'apparition du phénomène dégagement toxiques de fumée. L'inspection a indiqué que sans la présence de filtre spécifique aux fumées toxiques potentiellement dégagées, l'extraction en toiture n'a aucun effet sur la probabilité d'apparition d'un dégagement de fumées toxiques. La cheminée d'extraction à 10 mètres a uniquement un impact sur la forme du panache rejeté. Ainsi, la MMR « Extraction » n'est pas une mesure de maîtrise des risques qui permet de décôter le scénario BAT 6 RNC-Tox.

La non-conformité n°1 n'est plus d'actualité pour la MMR Extraction. Toutefois, elle reste valable pour les autres MMR indiquées dans l'étude de dangers. Néanmoins, ce point est déjà traité dans l'inspection du 17/06/2025 relative à l'instruction de l'étude de danger.

Ce point de contrôle est donc clôturé ici s'agissant de la MMR Extraction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des presque accidents ou incidents_Observations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54,A

Thème(s) : Risques accidentels, Observations

Prescription contrôlée :

Rapport d'inspection du 19/12/2023

OBSERVATION n°1 : L'inspection constate que divers canaux sont utilisés pour effectuer la remontée des informations. Les différents processus de recensement des événements mériteraient d'être formalisés et harmonisés dans une procédure unique dans un but de clarification de la gestion des presque accidents et incidents et de pérennisation du processus mis en place.

OBSERVATIONS n°2 : L'inspection demande à l'exploitant de l'informer des accident/incidents survenus sur le site, même sans intervention des pompiers et ceci afin d'alimenter le retour d'expérience. L'inspection indique que des éléments complémentaires pourront être demandés sur les événements importants.

L'inspection demande également à l'exploitant de formaliser dans une procédure la définition des critères des événements qui feront l'objet d'une déclaration à l'IIC.

OBSERVATIONS n°3 : L'inspection invite l'exploitant à intégrer davantage à sa démarche l'analyse des causes profondes et la reproductibilité sur d'autres systèmes du site. Par ailleurs, les critères minimums conduisant à diligenter une enquête avec arbre des causes et à mettre en place des actions correctives mériteraient d'être formalisés.

OBSERVATIONS n°4 : L'exploitant utilise divers outils pour le suivi des événements (analyse des causes, mesures correctives et suivi de leur efficacité) sans toutefois que ces derniers recensent la totalité des « actions/ événements » à suivre. L'inspection demande à l'exploitant de faire preuve de vigilance sur cet aspect, de clarifier les usages des outils de gestion ou de rassembler les outils pour assurer l'exhaustivité du suivi des événements.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la gestion des presque accidents et incidents est dorénavant centralisée sur sphaeracloud. L'exploitant présente en séance la nouvelle procédure de gestion des incidents/accidents environnementaux PR9.1-002 rev 000 daté de septembre 2025. Cette procédure intègre à la fois la gestion des presque accidents/incidents et les situations dangereuses. Elle précise également les critères de déclenchement des notifications aux autorités. Le déclenchement d'une enquête est fonction de l'analyse des causes et conséquences potentielles.</p> <p>Par mail en date du 09/01/2026, l'exploitant informe l'Inspection d'un départ de feu survenu au local maintenance le 22 décembre 2025 sans intervention des pompiers. Le feu a été très rapidement maîtrisé en interne et n'a eu aucune conséquence sur les personnes, les biens et l'environnement. L'exploitant transmet une enquête réalisée le 22 décembre 2025 et finalisée le 6 janvier 2026 avec les différentes parties prenantes. Il s'agissait d'un départ de feu à la suite d'une maintenance d'un piège à condensats via l'utilisation d'un chalumeau. Les vapeurs produites à la suite des travaux de maintenance se sont enflammées.</p> <p>Le rapport d'enquête transmis présente une analyse des causes et les actions correctives et préventives finalisées ou à réaliser. Une étude est notamment en cours pour identifier les équipements difficiles à nettoyer et qui nécessiteraient l'utilisation du chalumeau. Tous ces équipements bénéficieraient alors d'un nettoyage externalisé pour réduire le risque de départ de feu.</p> <p>L'exploitant précise dans son mail que les autres incidents ou presque accidents enregistrés en 2025 n'ont pas été identifiés comme événements avec des conséquences potentielles pour l'environnement.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'Inspection informe l'exploitant que depuis le 1^{er} janvier 2026 la déclaration de l'accident ou de l'incident doit être effectuée en ligne sur le site entreprendre.service-public.gouv.fr (https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939)</p> <p>L'exploitant a intégré les observations émises par l'Inspection dans son rapport du 19/12/2023. L'Inspection n'a donc plus de remarques à formuler.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réexamen IED

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.</p> <p>_____</p> <p>Rapport d'inspection du 19/12/2023</p>

Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article R515-30 du code de l'environnement, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un dossier de réexamen dans les délais. L'inspection note toutefois que le dossier est en cours
Constats : L'exploitant transmet par mail en avril 2024, le dossier de réexamen conformément à l'article R.515-30. Le rapport de base et le dossier de réexamen ont été examinés par l'inspection. Un rapport d'instruction de ceux-ci a été émis et a été adressé au préfet et à l'exploitant en date du 19/08/2024. La non-conformité n°3 du rapport d'inspection du 19/12/2023 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-30
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de base
Prescription contrôlée : L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31. Rapport d'inspection du 19/12/2023 Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article R515-30 du code de l'environnement, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport de base dans les délais. L'inspection note toutefois que le rapport est en cours.
Constats : L'exploitant transmet par mail en avril 2024, le rapport de base conformément à l'article R.515-30. Le rapport de base et le dossier de réexamen ont été examinés par l'inspection. Un rapport d'instruction de ceux-ci a été émis et a été adressé en date du 19/08/2024. La non-conformité n°2 du rapport d'inspection du 19/12/2023 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Construction et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 34-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux techniques
Prescription contrôlée : Les ateliers où s'effectue la charge des accumulateurs (locaux dédiés et clos) ne doivent avoir

aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y stocker des matières combustibles. Ils ne sont pas surmontés d'étages. Ces locaux sont séparés du reste des installations par des parois et portes (munies de ferme porte) coupe-feu de degré 2 heures au moins. La couverture est en matériaux incombustibles. Ils ne commandent aucun dégagement, les portes d'accès s'ouvrent vers l'extérieur et sont maintenues fermées afin d'interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation. Les portes sont coupe-feu de degré 2 heures au moins. La charge des accumulateurs est interdite à l'extérieur de ces locaux.

Les zones dédiées à la charge des accumulateurs dans les différents bâtiments du site sont limitées à deux postes de charge maximum fonctionnant avec des batteries étanches. Dans ces zones, les installations de charge sont balisées au sol et aux murs, sont protégées contre les chocs et font l'objet d'une signalisation ATEX si la classification de cette zone le justifie. Dans chaque bâtiment concerné, ces zones de charge sont éloignées des zones de stockage des matières dangereuses (matières premières, produits finis, déchets), des sources de chaleur et des postes de manipulation des produits pulvérulents (poste de pesée, charge des machines de production...).

Rapport d'inspection du 19/12/2023

Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 34-2-4 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, les charges des accumulateurs ne sont pas réalisées dans des locaux dédiés et clos, sans aucune autre affectation. Des matières combustibles sont stockées à proximité.

Constats :

L'arrêté préfectoral tel que rédigé est ambigu quant à la possibilité de charger des accumulateurs à l'extérieur des locaux techniques. Néanmoins, et contrairement à l'article 34-2-4 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, des matières premières/ produits finis sont stockées à proximité des zones de chargement.

Par mail en date du 27/11/2024, l'exploitant confirme avoir pris en compte cette non-conformité et la mise en place d'une distance de sécurité entre les chargeurs et les zones de stockage de produits combustibles. L'exploitant indique qu'avec la demande de bénéfice d'antériorité pour la rubrique 1510 (régime de l'enregistrement), l'exigence concernant la mise en place d'un local de charge spécifique n'est pas applicable.

Par mail en date du 18/12/2024, l'inspection confirme que l'article 17 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts couverts (rubrique 1510) ne s'applique pas aux installations existantes mises en service avant 2003. La prescription de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 reste applicable. « Les zones dédiées à la charge des accumulateurs dans les différents bâtiments du site sont limitées à deux postes de charge maximum fonctionnant avec des batteries étanches. Dans ces zones, les installations de charge sont balisées au sol et aux murs, sont protégées contre les chocs et font l'objet d'une signalisation ATEX si la classification de cette zone le justifie. Dans chaque bâtiment concerné, ces zones de charge sont éloignées des zones de stockage des matières dangereuses (matières premières, produits finis, déchets), des sources de chaleur et des postes de manipulation des produits pulvérulents (poste de pesée, charge des machines de production...). »

Le jour de la visite, l'inspection constate que les zones de charge d'accumulateurs constatées dans les locaux de stockage et de production lors de la visite d'inspection du 19/12/2023 sont bien composées au maximum de deux postes de charge. L'inspection constate également le balisage au sol de la zone de charge. Les installations sont protégées contre les chocs lorsque nécessaire.

L'affichage zone ATEX est présent au niveau des zones de charge mais l'exploitant indique étudier, au regard du nombre de chargeurs et du volume des bâtiments, si le balisage zone ATEX est pertinent. Une réflexion est également menée quant à la construction d'un local de charge en remplacement de ces zones pour libérer de l'espace.

La non-conformité n°4 du rapport du 19/12/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4, 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks et plan des stockages

Prescription contrôlée :

1.4. Etat des matières stockées

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

[...]

Rapport d'inspection du 19/06/2024

Non-conformité n°1 : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir immédiatement aux services de secours le plan des locaux ainsi que l'état des stocks, contrairement aux articles 3.5 et 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Constats :

Par mail en date du 02/08/2024, l'exploitant indique avoir mis en place une boîte rouge POI à l'extérieur du bâtiment 1 contenant :

- La liste des stocks par bâtiment (envoyée automatiquement par mail aux DOI 2 fois par semaine)
- La liste du personnel (mise à jour par le service RH en fonction des entrées/sorties de personnel)
- Les plans : Entrées et sorties des bâtiments, Matériel de lutte contre l'incendie - localisation des émulseurs, Produits et machines (localisation des stockages)
- Assainissement - localisation des obturateurs
- Localisation des poteaux incendie autour du site
- La liste des substances visées par les 1ers prélèvements environnementaux

Lors de la visite d'inspection, l'Inspection constate la présence effective de la boîte rouge au bâtiment accueil ainsi que tous les éléments indiqués.

La non-conformité n°1 du rapport d'inspection du 19/06/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en oeuvre du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 41

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de mettre en oeuvre les moyens en personnels et en matériels nécessaires au déclenchement sans retard et en toutes circonstances de ce plan d'opération interne. En particulier, l'exploitant dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Ce personnel reçoit périodiquement des formations spécifiques à leurs missions d'interventions interne.

Rapport d'inspection du 19/06/2024

Non-conformité n°2 : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas mis en oeuvre le plan d'opération interne du site, contrairement à l'article 41 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2008.

Constats :

Par mail en date du 02/08/2024, l'exploitant a indiqué avoir procédé à une resensibilisation des membres du POI sur leur fonction en cas d'accident majeur sur le site, sur les emplacements des réserves d'émulseurs et des poteaux incendie.

L'exploitant présente en séance les feuilles d'émargement aux réunions dont les contenus étaient :

- POI - fonction DOI (terrain) en date du 23/07/2024 .
- POI - fonction DOI (théorie) + retour d'expérience exercice inopiné en date du 15/07/2024
- revue des différentes fonctions + détail fonctions intervention et opération (théorie)

L'exploitant indique également :

- avoir communiqué aux membres du POI et aux responsables de services sur la présence de la boîte rouge POI à l'entrée du site ainsi que sur les informations à communiquer rapidement.
- procédé en date du 23/07/2024 à la sensibilisation des chefs d'équipe sur leur rôle en attendant l'arrivée d'un DOI (alerte DOI, interface avec les secours) si le chef d'atelier est absent.
- avoir fait une communication élargie sur le POI à l'ensemble des managers pour une meilleure prise en compte par l'ensemble des salariés.

En séance, l'exploitant présente le mail envoyé à tous les managers en date du 09/07/2024 dont l'objet était « Communication HSE plan d'urgence » rappelant le numéro d'appel à effectuer en cas d'incendie et le fonctionnement des boîtiers de déclenchement d'alarme.

L'exploitant présente également le support de la réunion de site mensuelle du 18/09/2024 durant laquelle un focus réglementaire a été fait suite à l'exercice POI inopiné et plus particulièrement sa mise à jour du POI et la mise en place de la boîte rouge.

L'exploitant précise envisager une sensibilisation plus régulière au POI.

L'exploitant indique avoir réalisé deux exercices POI avec des prestataires extérieurs (CNPP et SDIS). En date du 04/11/2024, l'exploitant précise avoir fait appel au CNPP pour une formation et un premier exercice en date du 26/09/2024. L'exploitant transmet le compte rendu de la formation et de l'exercice simulé. Différents points ont été évalués : déclenchement du plan d'urgence, relation avec le terrain, communication dans la cellule de crise, communication à l'extérieur de la cellule de crise, gestion de facteurs humains et organisationnels au sein de la cellule de crise. Des axes d'améliorations ont été identifiés (mise en place de la cellule de crise, interactivités des outils du plan d'urgence, exploitation de l'espace de la salle, relation avec la main courante, communication interne, vision post-accidentelle : premiers prélèvements environnementaux).

Le CNPP a évalué la mise en œuvre des données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne tel que listées à l'article 3e) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 28 mai 2014 modifié. Seul le point concernant les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site est indiqué en cours d'acquisition. Pour les autres items évalués, le CNPP conclut à une mise en œuvre adaptée.

L'exploitant présente également en séance le compte rendu d'exercice POI réalisé avec les services d'incendie et de secours.

L'inspection constate que l'exploitant a mis en œuvre des actions permettant d'améliorer sa capacité à gérer les situations de crise même si des axes d'améliorations ont été identifiés par l'exploitant (améliorer la connaissance de l'EDD de tous les DOI, amélioration du PC exploitant par exemple). De manière générale, les comptes rendus d'exercice POI (CNPP et SDIS) montrent une meilleure maîtrise de la mise en œuvre du POI par l'exploitant.

L'exploitant indique prévoir un nouvel exercice POI avec le SDIS en 2026.

L'inspection pourra être amenée à participer en tant qu'observateur à un exercice POI ou à réitérer un exercice POI inopiné pour constater l'amélioration du processus.

La non-conformité n°2 du rapport d'inspection du 19/06/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Premiers prélèvements dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V point i

Thème(s) : Risques accidentels, Elements composant le POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Rapport d'inspection du 19/06/2024

Non-conformité n°3 : Contrairement à l'annexe V point i de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, le POI fourni à l'inspection est incomplet au regard des produits de décomposition et des premiers prélèvements environnementaux à prévoir.

Constats :

L'exploitant transmet par mail en date du 02/08/2024 un bon de commande passé à la société SOCOTEC ENVIRONNEMENT pour la mise en place d'une astreinte « premiers prélèvements environnements » (commande en date du 05/07/2024).

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le POI mis à jour eau mois de juillet. Ce dernier contient en annexe 13 la procédure d'alerte premiers prélèvements environnementaux. La fiche réflexe DOI a été mise à jour en conséquence indiquant d'appeler l'astreinte SOCOTEC. Le numéro d'astreinte pour les premiers prélèvements figure au POI.

La non-conformité n°3 du rapport d'inspection du 19/06/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/01/2026, article R181-46

Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations

Prescription contrôlée :

[...]

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Rapport d'inspection du 23/09/2024

Non-conformité n°9 : Contrairement à l'article R.181-46, les modifications précitées n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance à l'inspection.

L'inspection demande à l'exploitant de déposer un porter à connaissance afin de réactualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Le porter à connaissance doit comporter :

- une description de tous les points de rejet du site (activité à l'origine des rejets, numéro du réseau d'extraction, système de traitement mis en place ou non, description de la sortie à l'atmosphère)
- la mise à jour du plan des réseaux d'aspiration avec la description des rejets connectés/raccordés s'il y en a.
- un listing des paramètres surveillés sur chaque point de rejet
- pour chaque point de rejet et chaque paramètre, une estimation annuelle des flux (considérant le temps de fonctionnement des installations raccordées à chaque point de rejet)

S'il le juge pertinent, au regard des fiches de constat n°3 et 8, l'exploitant peut ajouter :

- une demande argumentée pour la modification de son flux des émissions diffuses considérant les prescriptions applicables de l'arrêté du 02/02/1998, celles issues des conclusions sur les MTD du BREF WGC mais aussi de la sensibilité environnementale, des enjeux du site et de son évolution.
- une demande argumentée pour la modification et l'ajustement des valeurs limites d'émissions et des vitesses d'éjection des étuves considérant le fonctionnement du site, les prescriptions applicables de l'arrêté du 02/02/1998, celles issues des conclusions sur les MTD du BREF WGC mais aussi de la sensibilité environnementale, des enjeux du site et de son évolution.

Constats :

L'exploitant transmet par mail un porter à connaissance en date du 19/05/2025 portant sur la modification de prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 et la mise à jour des émissaires. Ce PAC comporte tous les éléments demandés au point de contrôle n°13 du rapport d'inspection du 23/09/2024.

La non-conformité n°9 du rapport d'inspection du 23/09/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Canalisation des émissions_Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.2

Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions

Prescription contrôlée :

Réseaux d'extraction n° / bâtiment	Installations raccordées	Dispositif de rejet et hauteur minimale (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré)	Vitesse minimale d'éjection des gaz	Caractéristiques des rejets
1 / bât 3	1 chaudière de chauffage	Cheminée, h > 3 m	> 5 m/s	Combustion gaz de ville
2 / bât 3	Réacteurs, étuves	Extracteurs d'air, h > 10 m	> 5 m/s	COV
3 / bât 3	Mélangeurs	Extracteurs d'air, h > 10 m	> 5 m/s	COV, Poussières
4 / bât 4	Postes de pesée et de préparation des poudres	/ (pas d'exutoire à l'air libre)	/	Poussières
5 / bât 6	Postes de conditionnement, réacteur(s), étuves	Extracteurs d'air, h > 10 m	> 5 m/s	COV
6 / bât 6	Mélangeurs, débulleuse(s)	Extracteurs d'air, h > 10 m	> 5 m/s	COV, Poussières

Rapport d'inspection du 23/09/2024

Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, le site comporte plus de six réseaux d'extraction. L'inspection demande à l'exploitant de déposer un porter à connaissance (cf. Point de contrôle n°12 relatif à l'article R.181-46 du code de l'environnement)

Constats :

En date du 19/05/2025, l'exploitant a déposé un porter à connaissance afin de mettre à jour les émissaires de son site.

Au total et sans tenir compte des étuves, le site SIKA dispose de :

- 4 émissaires au bâtiment 3
- 2 émissaires au bâtiment 4
- 3 émissaires au bâtiment 6

La vitesse d'éjection de la laveuse de cuves étant non conforme ($< 5\text{m/s}$), l'exploitant proposait le raccordement de ce rejet (n°13 dans le tableau du porter à connaissance en date du 19/05/2025) au réseau extracteur vapeur du bâtiment 6 (rejet n°9), ce dernier étant conforme en termes de vitesse d'éjection.

Le 19/01/2026, jour de l'inspection, l'exploitant précise avoir effectué les travaux pour le raccordement du rejet n°13 (laveuse de cuves) au rejet n°9 (réseau extracteur vapeur).

Ainsi, il sera acté que le site ne doit comporter que 8 exutoires tenant compte de cette fusion des rejets n°9 et 13 (hors étuves).

Les travaux relatifs au raccordement des pompes à vides du site au réseau extracteur vapeur ont été initiés. L'exploitant indique que seules les pompes à vide des mélangeurs ROSS 1500 1 et 2 et du mélangeur DRAIS restent à raccorder au réseau extracteur vapeur. Pour les autres pompes à vide (Débulleuse, mélangeur COMEX, mélangeur ROSS 400) , les travaux sont terminés.

La non-conformité n°5 du rapport du 23/09/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Emissions diffuses_Valeur limite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses

Prescription contrôlée :

Le flux total annuel en COV des émissions diffuses de l'établissement ne doit pas dépasser 1500 kg. Il est exprimé en somme des composés.

Rapport d'inspection du 23/09/2024

Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 21.4 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, la conformité de l'installation au regard de ses émissions diffuses reste à démontrer.

Observation n°1 : L'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur l'applicabilité du flux des émissions diffuses prescrit par son arrêté préfectoral au regard des quantités de solvants utilisées en 2024 *versus* celles quantifiées lors de la demande d'autorisation datant de 2005.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il dispose de la faculté de demander une modification de son flux des émissions diffuses considérant les prescriptions applicables de l'arrêté du 02/02/1998, celles issues des conclusions sur les MTD du BREF WGC mais aussi des enjeux du site et de son évolution.

Constats :

L'exploitant a transmis via la plateforme de déclaration des émissions GERE son plan de gestion

de solvant (PGS) pour l'année 2024. Le paramètre O4 correspondant aux émissions diffuses s'élève à 3,19 tonnes. Le flux en émissions diffuses est donc non conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral du 10/04/2006.

L'exploitant a transmis en date du 19/05/2025 un porter à connaissance dans lequel il demande la mise à jour de cette valeur. En effet, dans ce dernier, l'exploitant indique que la valeur limite en tonne pour les émissions diffuses a été fixée sur la base de l'étude d'impact réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation déposé en 2006. Les estimations et calculs réalisés ont tenu compte uniquement de la quantité de solvant consommée sur le site (35 tonnes), sans prendre en compte le tonnage de nettoyage et de réutilisation des solvants. Le flux total annuel en COV des émissions diffuses a donc été minoré pour la détermination des valeurs limites. Pour les émissions diffuses, la valeur limite d'émissions diffuses demandée par l'exploitant est 5% de la quantité de solvants organiques utilisés par an.

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 ainsi que celui du 4 novembre 2024 fixent une valeur seuil en émissions diffuses en % de la quantité de solvant organique utilisée. L'arrêté ministériel du 2 février 1998 impose une valeur seuil de 5 % de la quantité de solvant utilisée uniquement aux installations consommant plus de 100 tonnes de solvant par an. L'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 impose une valeur seuil de 5 % de la quantité de solvant utilisée uniquement aux installations consommant plus de 50 tonnes de solvant par an. Par ailleurs, comme l'a indiqué l'exploitant, la prescription de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 a été basée sur la consommation de solvant et non la quantité de solvant utilisé c'est à dire en tenant compte de la quantité de solvant régénérée et réutilisée. La valeur seuil imposée au site en termes d'émissions diffuses est sous-estimée au vu de la proportion importante de solvant régénéré et réutilisé sur le site par rapport à la quantité de solvant achetée. Sur ces considérants, dans son rapport d'instruction du PAC de l'exploitant, l'inspection propose de répondre favorablement à la demande de l'exploitant et de fixer une valeur seuil en % de la quantité de solvant utilisée sur le site. Ainsi, l'arrêté préfectoral sera modifié en ce sens.

Considérant que la quantité de solvants organiques utilisée pour l'année 2024 s'élève à 115,01 tonnes, la valeur limite d'émissions diffuses pour le site en 2024 serait donc de 5,75 tonnes (115,01 *5%). Le paramètre O4 déclaré étant de 3,19 tonnes, ce sujet est considéré conforme.

La non-conformité n°4 du rapport d'inspection du 23/09/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Emissions canalisées_Respect des valeurs limites_Arrêté préfectoral 2006

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux horaire, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/Nm ³)	Flux limites (kg/h)	Réseaux n°	Normes	Concentration en O ₂
Poussières	50	0,05	1 + 3 + 4 + 6	NFX 43 021 et NFX43 023 et NP X 43 017	3 % (en volume)
SO ₂	35	25	1	NFX 43 01 g et	
NO _x en équivalent NO ₂	150	25	1	NFX43 00	
CO	100	/	1	NFX43 012	
COV totaux hors méthane	50	2	2+3+5+6	NF X 43.301	/
COV annexe III	20	0,1	2+3+5+6	NF EN 12 619 NF EN 13649	/

Les prélèvements (contrôle périodique et mesure spécifique) sont réalisés dans des conditions de fonctionnement représentatives des installations comprenant la phase de démarrage et de fonctionnement et selon les normes en vigueur .

Rapport d'inspection du 23/09/2024

Non-conformité n°7 : Contrairement à l'article 21.4, tous les rejets ne respectent pas les valeurs limites d'émissions prescrites. L'exploitant doit s'assurer de respecter :

- la valeur limite d'émissions en flux horaire pour les poussières. L'inspection attire l'attention sur le rejet n°8 du dépoussiéreur DCE qui a lui seul dépasse le flux horaire en poussières alors que ce dernier respecte la valeur limite d'émissions
- la valeur limite d'émission en concentration pour le rejet n°13 correspondant à la laveuse de cuve.

Il est rappelé que l'exploitant dispose de la faculté de demander une modification de cette prescription considérant les prescriptions applicables de l'arrêté du 02/02/1998, celles issues des conclusions sur les MTD du BREF WGC mais aussi des enjeux du site et de son évolution.

Constats :

Dans le porter à connaissance transmis en mai 2025, l'exploitant fournit les résultats de la campagne de mesure 2024 et établit une analyse de conformité vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006.

Sur cette campagne de mesure, l'inspection constate que :

- la valeur limite d'émissions en flux horaire pour les poussières concernant le rejet du dépoussiéreur DCE est respectée
- la valeur limite d'émission en concentration pour le rejet n°13 correspondant à la laveuse de cuve est respectée.

L'analyse globale des résultats de la campagne de surveillance 2024 montre qu'aucune non conformité n'est relevée s'agissant des concentrations et des flux limites de chacun des émissaires conformément à l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006.

L'inspection constate que le site est conforme au regard de la prescription contrôlée.

La non-conformité n°7 du rapport du 23/09/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Emissions canalisées_Respect des valeurs limites_Arrêté ministériel 2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 5.1.1.1 et 5.1.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

5.1.1.1. COVT

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les COVT.

Composition des COVT	Flux de COVT	VLE exprimée en mg C/Nm3 dans le cas général	Cas particuliers dans lesquels une VLE différente du cas général s'applique	Conditions de dérogation aux VLE spécifiées dans le cas général ou particulier
Absence (*) de COV CMR dans les COVT	Lorsque le flux horaire est supérieur ou égal à 200 g/h (**)	20	30 mg/Nm3 si la condition 1 est remplie	Article 5
			110 mg/Nm3 si la condition 2 est remplie	Article 5 dans le cas général, Article 6 dans le cas particulier
Présence (*) de COV CMR dans les COVT	Sans objet	20	110 mg C/Nm3 si la condition 2 est remplie	Article 5 dans le cas général, Article 6 dans le cas particulier

(*) L'évaluation de la présence de COV CMR pour la composition des COVT dans les gaz résiduaires est effectuée d'après l'inventaire (voir h du ii du point 2.2).
(**) Lorsque le flux horaire de la fraction de substance ou mélange auxquels sont attribués les mentions de danger : H300, H330, H331, H340, H341, H350, H351, H360, H361, H370, H372 dans les gaz résiduaires est inférieur à 0,2 g/h (en masse de composés), la valeur du flux horaire peut être remplacée par une valeur en flux annuel de 400 kg C/an pour les processus de fabrication par lot.

Condition 1 : des techniques de récupération des matières (des solvants organiques par exemple) sont utilisées et l'efficacité du système de traitement des gaz résiduaires sur le plan de la réduction des émissions de COVT est supérieure ou égale à 95 %.

Condition 2 : dans le cas de la production de polymères, lorsque le traitement des émissions résultant des phases de finition (par exemple extrusion, séchage ou mélange) et du stockage des polymères entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, dans le respect des conditions prévues

5.1.2.1 Poussières

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission ci-dessous pour les poussières.

Composition de l'effluent en poussières	Flux de poussières	VLE exprimée en mg/ Nm3 dans le cas général	Cas particuliers dans lesquels une VLE différente du cas général s'applique	Conditions de dérogation aux VLE spécifiées dans le cas général ou particulier
Absence de substance CMR (*)	Lorsque le flux horaire est inférieur à 100 g/h (**)	100	Néant	Article 6
	Lorsque le flux horaire est supérieur ou égal à 100 g/h (**)	5	- 20 mg/Nm3 si la condition 1 est remplie ; - 10 mg/Nm3 si la condition 2 est remplie	Article 5
Présence de substances CMR (*)	Sans objet	5	- 20 mg/Nm3 si la condition 1 est remplie ; - 10 mg/Nm3 si la condition 2 est remplie	Article 5

(*) La présence de substance CMR pertinente pour le flux de gaz résiduaires est évaluée d'après l'inventaire mentionné au point 2.2 et sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

(**) Lorsque les poussières ne contiennent pas de substance ou mélange auxquels sont attribués les mentions de danger : H300, H330, H331, H370 et H372, la valeur du flux horaire peut être remplacée par une valeur en flux annuel de 200 kg/an pour les processus de fabrication par lot.

Constats :

Dans son porter à connaissance de mai 2025, l'exploitant transmet les résultats de la campagne de mesure 2024 et son rapport d'analyse de conformité.

Pour l'analyse de conformité des rejets au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024, les flux sur les réseaux vapeurs d'une part et réseaux poussières d'autre part ont été regroupés par bâtiment. L'arrêté prescrit une valeur seuil par cheminée (20 mg/Nm³ pour les COV totaux et 5 mg/Nm³ pour les poussières) applicable si les flux horaires sont dépassés (200g/h pour les COV totaux et 100 g/h pour les poussières).

L'analyse de conformité pour la campagne de mesure 2024 transmise par l'exploitant met en exergue une non-conformité pour les rejets de COV totaux du dépoussiéreur DCE (concentration de 49 mg/Nm³ et un flux de 430 g/h). Il indique que des opérations de travaux sont réalisées sur le dépoussiéreur DCE. L'exploitant précise qu'une fois les travaux effectués, des mesures d'investigations seront effectuées pour comprendre l'origine de la concentration en COV plus élevée lors des dernières campagnes. S'agissant du paramètre poussières, aucune non-conformité n'est relevée. L'inspection constate que le site est non conforme au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 qui transpose les conclusions MTD du BREF WGC.

En séance, l'exploitant présente une étude réalisée avec la société COELYS pour comprendre la non-conformité sur les rejets de COV totaux associés au dépoussiéreur. Une campagne de mesure a été réalisée sur le dépoussiéreur du 01 au 04 septembre 2025.

Le rapport conclut que les mesures réalisées mettent en évidence certains pics d'émission lors d'opérations de production bien identifiables : ouverture de cuve ou mise sous vide. Cependant, ces pics sont très ponctuels et même si leur valeur instantanée peut parfois atteindre des valeurs comprises entre 40 et 60 mgC/Nm³, la valeur moyenne des émissions sur un poste correspond à une concentration d'environ 5 mgC/Nm³ pour un flux de 45 gC/h maximum. Dans les deux périodes d'1h30 les plus émissives (le 02/09 de 17h30 à 19h et le 03/09 de 14h30 à 16h), les concentrations moyennes mesurées sont respectivement 8,1 mgC/Nm³ (pour un flux de 66 gC/h) et 14,0 mgC/Nm³ (pour un flux de 115 gC/h).

L'inspection constate que sur les deux périodes d'1h30 les plus émissives, le flux est inférieur au flux coupure de 200 gC/h, flux à partir duquel la valeur limite d'émission s'applique. Toutefois, l'inspection constate que les concentrations moyennes sur ces périodes sont en deçà de la VLE à 20 mgC/Nm³.

L'inspection constate que même si ponctuellement la campagne 2024 présentait un résultat non conforme, le site est en réalité conforme au vu de l'étude fournie. En effet, les analyses étant réalisées sur 3*30 min de prélèvement, la campagne de mesure 2024 a du être effectuée pendant une des opérations identifiées comme à l'origine de pics d'émission.

L'inspection demande à l'exploitant de bien noter les opérations qui auront lieu durant les campagnes de mesures ultérieures permettant d'identifier aisément l'origine de non-conformités.

La prescription contrôlée est donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Emissions canalisées_Justification non conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement

constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Rapport d'inspection du 23/09/2024

Non-conformité n°8 : Contrairement à l'article 58-IV, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse de ses résultats de contrôle réglementaire. L'analyse des résultats par l'exploitant aurait permis à ce dernier d'identifier les non-conformités non relevées par le laboratoire.

L'inspection demande donc à l'exploitant d'accompagner, la transmission des rapports d'analyses, d'une note ou d'un rapport d'analyse des résultats. Cette note (ou rapport) est attendue à la prochaine campagne de mesures de novembre 2024.

Constats :

Dans le porter à connaissance transmis en mai 2025, l'exploitant fournit les résultats de la campagne de mesure 2024 et établit une analyse de conformité vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 et de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024.

Dans son analyse de conformité, l'exploitant a également intégré les résultats des campagnes précédentes.

Ce format de rapport d'analyse est attendu par l'Inspection pour les prochaines campagnes de mesures qui lui seront transmises.

La non-conformité n°8 du rapport d'inspection du 23/09/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/04/2006, article 21.6

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion des solvants (PGS)

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, comprenant :

1. les entrées et les sorties de solvants de l'installation
2. un récapitulatif des quantités de solvants utilisées par type de fabrication
3. une estimation des rejets canalisés et diffus
4. une vérification de la conformité des rejets diffus avec les valeurs limites relatives aux émissions fugitives exprimées en flux spécifique (exemple g/m²)
5. une identification des solvants qui pouvaient être substitués

Ce plan est mis à jour chaque année et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Rapport d'inspection du 23/09/2024

Non-conformité n°2 : L'estimation des rejets canalisés et diffus prescrite par l'article 21.6 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 comporte des erreurs et des incertitudes importantes. Une explicitation des hypothèses du PGS est nécessaire afin de vérifier la conformité des rejets diffus avec les valeurs limites relatives aux émissions diffuses.

Constats :

Dans la note méthodologique du plan de gestion de solvant 2024, l'inspection constate que l'exploitant a affiné les temps de fonctionnement par installation en tenant compte de la production effective de 2024 et non plus par défaut tous égaux à 4000 heures de fonctionnement. L'exploitant a donc affiné le flux « émissions canalisées à l'atmosphère » (flux O1).

Concernant le flux « pertes dans les déchets » (flux O6), l'exploitant explique avoir repris les process et la nature de ces déchets pour ajuster l'hypothèse de 10 % de solvants résiduels dans les déchets de polyols, résines et durcisseurs. L'exploitant indique que cette précédente valeur est majorante et applique dorénavant une valeur moyenne de 5 %.

L'inspection constate que l'exploitant a mené une réflexion sur l'estimation des différents paramètres de son plan de gestion de solvant afin de les affiner et de les rendre plus réalistes. L'inspection n'a plus de remarque à formuler.

La non-conformité n°2 du rapport d'inspection du 23/09/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Plan de gestion de solvant_ Transmission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission via GERE

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Rapport d'inspection du 23/09/2024

Non-conformité n° 1 : Afin d'améliorer la compréhension et permettre l'examen du PGS, l'inspection demande à l'exploitant de joindre dorénavant la note méthodologique présentant le calcul des différents flux au logigramme lors de sa déclaration en ligne.

Constats :

En date du 19/05/2025, l'exploitant indique que la note méthodologique détaillant le PGS 2024 a été ajoutée à la déclaration en ligne GERE (04/04/2025) en tenant compte des non-conformités n°1, 2, 3 et 4 relevées lors de l'inspection.

L'Inspection constate effectivement la présence de la note sur l'application GERE.

L'Inspection n'a pas de remarque à formuler.

La non-conformité n°1 du rapport d'inspection du 23/09/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 17 : Plan de gestion de solvant_ Substitution de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.6

Thème(s) : Risques chroniques, Identification des substances à substituer
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, comprenant :

1. les entrées et les sorties de solvants de l'installation
2. un récapitulatif des quantités de solvants utilisées par type de fabrication
3. une estimation des rejets canalisés et diffus
4. une vérification de la conformité des rejets diffus avec les valeurs limites relatives aux émissions fugitives exprimées en flux spécifique (exemple g/m²)
5. une identification des solvants qui pourraient être substitués

Ce plan est mis à jour chaque année et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Rapport d'inspection du 23/09/2024

Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 21.6 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, aucune identification des solvants qui pourraient être substitués n'est réalisée.

Constats :

L'exploitant a intégré dans sa note méthodologique du plan de gestion des solvants 2024 un plan d'action suite à la dernière inspection.

Concernant le point 5. de l'article 21.6 de l'arrêté préfectoral du 10/04/2006, l'exploitant indique qu'il étudie la possibilité de substituer certaines matières premières par des produits moins solvantés. La recherche d'alternatives non solvantées pour les additifs entrant dans la composition des produits finis est en cours (par exemple pour le RZ26).

Pour l'activité de nettoyage, la substitution s'avère difficile. L'exploitant explique que l'utilisation de produits inflammables et/ou classés dangereux est réduite au minimum et les produits de nettoyage à base aqueuse sont proscrits car l'eau réagit avec les isocyanates. De plus, l'exploitant indique que le planning de production est établi en essayant d'éviter les nettoyages, en planifiant si possible la fabrication successive de produits similaires.

L'Inspection demande à l'exploitant de dédier un paragraphe à l'identification des solvants qui pourraient être substitués dans ses futures notes méthodologiques du plan de gestion des solvants, même si la substitution n'est pas possible. Ceci permet de montrer à l'Inspection que l'exploitant a étudié la question.

La non-conformité n°3 du rapport d'inspection du 23/09/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 18 : Plan de gestion de solvant_ COV annexe III et IV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4

Thème(s) : Risques chroniques, COV annexe III et IV
--

Prescription contrôlée :

Les résultats d'analyses relatives aux COV font notamment état, pour chaque émissaire, d'une part du rejet d'éventuelles substances visées par les annexes III et IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, d'autre part, de l'ensemble des composés organiques rejetés, avec un bilan qualitatif et quantitatif. Ils doivent notamment indiquer le débit des effluents gazeux de chaque émissaire, exprimé en mètre cube par heure.

Rapport d'inspection du 23/09/2024

Non-conformité n°6 : Afin d'améliorer la transparence des rapports, lever toutes possibles ambiguïtés sur ce point et répondre intégralement à la prescription contrôlée, l'inspection demande à l'exploitant de faire en sorte que les prochains rapports d'analyses (notamment ceux issus de la campagne de novembre 2024) indiquent explicitement, si tel est le cas, l'absence de COV annexe III et IV dans les rejets.

Constats :

Le porter à connaissance transmis par l'exploitant en date du 19/05/2025 indique dans la partie IV.2 Conformité du site qu'aucun autre COV (en dehors du phénol) spécifié à l'annexe III et IV n'est utilisé sur le site SIKA AUTOMOTIVE France SAS.

Cette mention concernant la présence de COV annexe III et IV est également attendue par l'Inspection dans les futurs rapports d'analyse des campagnes de mesures qui lui seront transmis.

La non-conformité n°6 du rapport d'inspection du 23/09/2024 est levée. L'inspection demande à l'exploitant de veiller à continuer de faire figurer la mention des COV annexe III et IV dans les prochains rapports d'analyses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Cessation d'activité planches

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/01/0206, article R181-46

Thème(s) : Situation administrative, Arrêt des planches

Prescription contrôlée :

[...]

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Constats :

Dans un courrier en date du 28/06/2021, l'exploitant informe l'Inspection de l'arrêt de la production de planches dans le bâtiment 3. Il indique que les matériels ont bien été démontés (Machine de coulée SECMER, moules de coulées, ventouses de manutention, mélangeur 1500, rack de stockages dynamiques, étuve 7 et 8, tunnel de chauffe pour le préchauffage).

Dans son courrier complémentaire du 25/10/2021, l'exploitant précise que l'arrêt de l'activité des planches a eu plusieurs conséquences :

- Démontage et recyclage ou élimination des matériels
- Recyclage ou élimination des matières premières devenues obsolètes.

En annexe de ce courrier, l'exploitant transmet les bordereaux de suivi de déchets, les bons de pesée et de préparation pour l'enlèvement des machines ainsi que le bon de transport pour le mélangeur 1500. L'exploitant indique enfin que la grande partie des matières premières a été envoyée dans les sites SIKA continuant l'activité en Allemagne et en Slovaquie.

Cette cessation partielle d'activité n'entraîne pas de libération de foncier. La société SIKA exploite toujours son site. L'inspection constate, le jour de l'inspection, que toutes les machines ont été démontées. En lieu et place de l'activité planches, l'inspection constate une activité de stockage d'emballages vides ainsi qu'une zone de deux postes de charge.

Le site est classé IED :

- 3410 pour la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits chimiques organiques pour les matières plastiques
- 2660 pour la fabrication de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) en capacité de production supérieure à 10 t/j.

L'arrêt de la production de planches n'a pas d'impact sur le classement du site, la production d'autres produits polymères entre dans le champ des rubriques précitées. Aucune prescription spécifique à la production de planches n'apparaît à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/04/2006. La cessation partielle d'activité est actée et ne nécessite aucune modification de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite